



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture

Décembre 2016

Table des matières

I. INTRODUCTION	1
II. PRODUCTION	1
Café.....	1
Thé.....	2
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	2
IV. FINANCES PUBLIQUES.....	2
Recettes.....	2
Dépenses	3
Dettes publiques.....	3
-Dette intérieure.....	3
-Dette extérieure.....	3
V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES	3
Base monétaire	4
Masse monétaire.....	4
Contreparties.....	4
VI. COMMERCE EXTERIEUR	5
Exportations	5
Importations.....	5
VII. TAUX DE CHANGE.....	5
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE A FIN DECEMBRE 2016	6
Emplois	6
Ressources.....	6
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE	6
Rentabilité	7
Liquidité.....	7
ANNEXE1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS.....	8
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	9
ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS	10

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution, à fin décembre 2016, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur, du taux de change, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et des indicateurs de solidité financière du secteur bancaire.

En glissement annuel, le secteur réel a été marqué par une augmentation de la production industrielle. Par contre, la production du thé en feuilles vertes et celle du café Arabica en parche a baissé.

Les finances publiques ont été marquées par un déficit global (hors dons) moins profond que celui de la même période de 2015.

Le déficit de la balance commerciale s'est allégé par rapport à celui de la même période de 2015, en liaison avec la baisse des importations par rapport aux exportations. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au dollar américain.

Le secteur monétaire a été caractérisé par une augmentation de la base monétaire et de la masse monétaire.

Le total bilan du secteur bancaire a augmenté, les dépôts ont progressé, tandis que les crédits à l'économie ont baissé. Ce secteur est resté solide et a respecté les normes réglementaires et prudentielles. Bien que le portefeuille crédit se soit davantage détérioré, le secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé et rentable.

II. PRODUCTION

Au mois de décembre 2016, le secteur réel a enregistré une baisse de la production du thé et de la production industrielle. D'une année à l'autre, la production industrielle s'est accrue tandis que la production du thé et celle du café Arabica de la campagne 2016/2017 a baissé.

Indice de la production industrielle

Au mois de décembre 2016, la production industrielle a reculé par rapport au mois précédent. En effet, l'indice de la production industrielle a chuté de 19,8%, revenant de 141,3 à 113,2, en raison principalement de la baisse de la production du sucre (-69,1%) et de cigarettes (-23,2%).

En glissement annuel, par contre, l'indice s'est accru de 6,1 % en liaison avec l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (+4,9 %) et de sucre (+563,9 %).

Café

La production de la campagne 2016/2017 a baissé par rapport à celle de la campagne précédente. Les apports cumulés de café Arabica en parche enregistrés à fin décembre 2016 ont atteint 17.906 contre 22.009 T à la même période de la campagne précédente, soit une baisse de 18,6% équivalente à 4.103T.

Thé

Au mois de décembre 2016, la production de thé en feuilles vertes s'est établie à 2.843 contre 4.024 T le mois précédent, soit une chute de 29,3%. D'une année à l'autre, la production cumulée a atteint 48.977 contre 50.578 T, soit une baisse de 3,2% en liaison avec une faible pluviométrie.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

A fin décembre 2016, l'indice des prix à la consommation s'est établi à 121,7 contre 111,1 du même mois de l'année précédente, soit une inflation de 9,5% ; tirée à la fois par l'inflation alimentaire (13,9%) et non alimentaire (6,0%).

L'inflation alimentaire est liée essentiellement à la hausse des prix des sous divisions « Poissons » (+143,5%), « Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (+20,0%), « Lait, fromage et œufs » (+18,5%), « Viande » (+16,2%) et « Pains et céréales » (10,6%).

Indice des prix à la consommation (Base Déc. 2013)

	déc-15	déc-16	inflation
1. Alimentation	111,2	126,7	13,9
-Pains et céréales	109,0	120,5	10,6
-Viande	105,4	122,5	16,2
- Poisson	87,1	212,1	143,5
- lait,fromage et œufs	110,6	131,1	18,5
- Huiles et graisses	92,3	92,4	0,1
- Fruits	106,5	112,5	5,6
- Légumes	119,8	120,4	0,5
- Sucre,confitures,miel,chocolat et confiserie	110,7	132,8	20,0
- Produits alimentaires non définies ailleurs	129,3	139,1	7,6
2. Hors alimentation	111,1	117,8	6,0
- Boissons alcoolisées et Tabac	100,6	119,4	18,7
- Articles d'habillement et articles chaussants	125,8	147,5	17,2
- Logement,eau,électricité, gaz et autres combustibles	108,6	111,6	2,8
- Ameublement,équip. ménager,et entretien courant de la maison	112,4	130,3	15,9
- Santé	110,5	123,6	11,9
- Transport	102,2	106,8	4,5
- Communications	118,5	118,8	0,3
- Loisirs et culture	107,6	112,6	4,6
- Enseignement, éducation	104,8	105,0	0,2
- Hôtellerie,café et restauration	118,2	117,9	-0,3
- Autres biens et services	111,4	121,5	9,1
Indice général	111,1	121,7	9,5

Source : ISTEERU

L'inflation hors alimentaire a essentiellement résulté de la hausse des prix des divisions « Boissons alcoolisées et tabac » (+18,7 %), « Articles d'habillement et articles chaussants » (+17,2%), « Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » (+15,9%), « Santé » (+11,9%), « Autres biens et services » (+9,1%) ainsi que « Loisirs et culture » (+4,6%).

IV. FINANCES PUBLIQUES

A fin décembre 2016, le déficit global (hors dons) des finances publiques s'est allégé par rapport à l'année précédente, sous l'effet de la baisse des dépenses et de la progression des recettes. Le ratio déficit global par rapport au PIB s'est également amélioré, passant 7,8% à fin décembre 2015 à 6,5% à fin décembre 2016.

Recettes

Les recettes publiques du mois de décembre 2016 ont atteint 59.336,2 contre 55.574,6 MBIF le mois précédent, soit une progression de +6,8%. Cette hausse est liée essentiellement à l'accroissement des recettes fiscales (+6.896,3 MBIF), les recettes non fiscales ayant reculé de 3.135,4 MBIF.

D'une année à l'autre, le cumul des recettes publiques à fin décembre 2016 s'est élevé à 638.058,1 contre 578.721,9 MBIF en 2015, soit une hausse de 7,3%. Cette augmentation a porté sur les recettes fiscales (+40.941,4 MBIF) et non fiscales (+6.324,0 MBIF), les

recettes exceptionnelles ayant plutôt baissé de 3.639,5 MBIF.

Dépenses

A fin décembre 2016, le cumul des dépenses publiques a reculé de 2,3%, soit +25.180,8 MBIF, s'établissant à 1.065,3 contre 1.090,5 Mds de BIF à fin décembre 2015. Toutefois, les dépenses courantes liées au paiement des salaires se sont accrues de 11,2%, passant de 322.820,1 à 359.090,0 MBIF.

Dettes publiques

D'un mois à l'autre, l'encours de la dette publique s'est accru de 4,2% en rapport avec l'augmentation de +6,7% de la dette intérieure, la dette extérieure ayant légèrement baissé (-0,4%).

En glissement annuel, l'encours de la dette publique s'est accru de 19,2%, passant de 1.761,8 à 2.100,6 Mds de BIF, en raison de l'accroissement de la dette intérieure (+28,6%) et de la dette extérieure (+4,8%). Le ratio de la dette publique totale par rapport au PIB à fin décembre 2016 représente 44,1 contre 39,4% à fin décembre 2015.

-Dettes intérieures

D'un mois à l'autre, le stock de la dette intérieure a augmenté de 86.450,3 MBIF, passant de 1.289,9 à 1.376,3 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation de la dette de l'Etat envers le secteur bancaire (+87.250,7 MBIF), qui a contrebalancé le désendettement de l'Etat envers le secteur non financier (-800,4 MBIF).

En glissement annuel, l'encours de la dette publique intérieure s'est accru de 28,6%, passant de 1.070,6 à 1.376,3 Mds de BIF, en rapport avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire (+283.167,1 MBIF) et non bancaire (+22.567,9 MBIF).

L'accroissement de l'endettement envers le secteur bancaire a principalement concerné la dette de l'Etat envers les banques commerciales (+183.270,4 MBIF) et la Banque Centrale (+110.575,2 MBIF).

-Dettes extérieures

Comparé au mois précédent, l'encours de la dette publique extérieure a diminué de 2.594,4 MBIF, revenant de 726.924,0 à 724.329,7 MBIF, en rapport avec les moins-values de réévaluation (2.594,3 MBIF)

En glissement annuel, l'encours de la dette publique extérieure a augmenté de 33.095,3 MBIF, passant de 691.234,6 à 724.329,7 MBIF. Cet accroissement est en liaison avec les nouveaux tirages (24.725,1 MBIF) et les plus-values de réévaluation (15.177,9 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement (6.807,7 MBIF).

Exprimé en dollar américain, l'encours de la dette extérieure s'est accru de 9,8 MUSD, passant de 419,8 à 429,6 MUSD.

V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues, suite à la progression des avoirs intérieurs nets qui a contrebalancé la diminution des avoirs extérieurs nets.

Base monétaire

Par rapport à fin décembre 2015, la base monétaire s'est accrue de 29,2%, passant de 355.001 à 419.224 MBIF. Cette hausse est principalement liée à celle des billets et pièces en circulation (+36.788,8 MBIF), des dépôts des banques commerciales (+49.951,8 MBIF) et des dépôts divers (+7.975,2 MBIF).

Masse monétaire

La masse monétaire M3 s'est accrue de 6,5%, passant de 1.060,8 à 1.129,7 Mds de BIF de fin décembre 2015 à fin décembre 2016. Cette augmentation a concerné l'agrégat monétaire M2 qui a progressé de 12,1%, les dépôts en devises des résidents ayant, par contre, baissé de 30,9%.

L'expansion de M2 a porté sur la circulation fiduciaire hors banques et les dépôts à vue qui ont respectivement augmenté de 28.484,5 et 98.678,7 MBIF, les placements à terme ayant, en revanche, diminué de 15.702,7 MBIF.

L'augmentation des dépôts à vue en BIF a concerné les avoirs des autres sociétés non financières (+74.904,2 MBIF), des ménages (+15.328,8 MBIF), des sociétés non financières publiques (+3.970,5 MBIF), des administrations locales (+1.491,6 MBIF) et des dépôts classés dans les « autres comptes » (+14.035,6 MBIF).

La baisse des dépôts à terme et d'épargne est principalement liée à celle des placements des sociétés non financières publiques (-7.629,8 MBIF), des autres sociétés non financières

(-5.360,6 MBIF) et des dépôts classés dans les « autres comptes » (-8.573,9 MBIF). En revanche, les dépôts des ménages et des établissements financiers ont respectivement augmenté de 5.936,7 et 123,1 MBIF.

La diminution des dépôts en devises des résidents a porté sur les avoirs des ménages (-8.987,7 MBIF), des sociétés non financières publiques (-1.756,7 MBIF), des autres sociétés non financières (-5.277,4 MBIF) et ceux regroupés dans les « autres comptes » (-22.513 MBIF).

Contreparties

En glissement annuel, le crédit intérieur s'est accru de 16,5%, passant de 1.410,6 à 1.643,4 Mds de BIF, en raison de l'augmentation de 32,5% des créances nettes sur l'Etat soit +223.051,6 MBIF et, dans une moindre mesure, des créances sur l'économie qui ont progressé de 1,3%, soit +9.716,7 MBIF.

L'expansion des créances nettes sur l'Etat a principalement porté sur les engagements nets de l'Etat envers les banques commerciales (+164.185,1 MBIF) et la Banque Centrale (+56.644,6 MBIF).

Par rapport à décembre 2015, les avoirs extérieurs nets ont chuté de 132,66%, revenant de -75.870,1 MBIF à -176.523,1 MBIF, en liaison avec le gel des financements extérieurs par certains bailleurs de fonds, et les ventes de la Banque Centrale sur le marché interbancaire de devises à hauteur de 195 millions de dollar américain et 15,9 millions d'euro.

De même, les réserves de change officielles exprimées en dollar américain ont diminué de 30,1%, se fixant à 95,4 MUSD à fin décembre 2016 contre 136,4 MUSD à fin décembre 2015.

En terme de mois d'importations de biens et de services, ces réserves couvrent 1,4 contre 2,0 mois à la même période de l'année précédente.

VI. COMMERCE EXTERIEUR

Le déficit de la balance commerciale à fin décembre 2016 s'est allégé, s'établissant à -1.034,7 contre -1.155,3 Mds de BIF à la même période de 2015. Cet allègement a résulté d'une diminution plus importante des importations (-129 467, 6 MBIF) par rapport à celle des exportations (- 8 901, 2 MBIF).

Exportations

Les exportations cumulées ont baissé à fin décembre 2016, comparées à celles de décembre 2015, revenant de 189.945,6 à 181.044,3 MBIF. Ce recul est imputable à la diminution des exportations des produits primaires, revenant de 132.504,3 à 123.659,2 MBIF, en liaison principalement avec les exportations du thé (38.250,2 contre 53.630,9 MBIF). Les exportations des produits manufacturés sont restées presque stables (57.385,1 contre 57.441,3 MBIF).

En volume, les exportations ont légèrement baissé (-1,3%), revenant 85.758 à 84.613 tonnes, en liaison avec la diminution, à la fois, des exportations des produits primaires (-1,6%) et des produits manufacturés (-1,1%).

Importations

Les importations cumulées ont régressé en décembre 2016 par rapport à décembre 2015, revenant de 1.345,2 à 1.215,8 Mds de BIF, suite principalement à la chute de 42,3% des importations des biens d'équipement, revenant de 344.450,2 à 198.776,6 MBIF. Par contre, la valeur des importations des biens de production (+1,4%) et des biens de consommation (+2,0%) ont légèrement augmenté.

La baisse des importations des biens d'équipement a concerné essentiellement les chaudières et engins mécaniques (-54. 072,7 MBIF) et le matériel électrique (-60. 094, 6 MBIF).

En volume, les importations ont augmenté de 110.228,0 tonnes, passant de 779.230 tonnes à fin 2015 à 880.458 tonnes à fin décembre 2016. Cet accroissement a concerné les importations de biens de production (+668.551,4 tonnes) et les importations de biens de consommation (+181.053 tonnes).

VII.TAUX DE CHANGE

Au cours du mois de décembre 2016, le taux de change moyen du BIF/USD s'est établi à 1.686,0 contre 1.614,0 à la même période de 2015, soit une dépréciation de 4,5%.

Par rapport au mois précédent, le BIF s'est déprécié de 0,33% face au dollar américain (1.685,98 contre 1.680,27 BIF/USD). A fin de période, le taux de change du BIF à fin décembre 2016 s'est établi à 1.688,6 contre 1.617,10 BIF/USD à

fin décembre 2015, soit une dépréciation de 4,4%.

De même, le taux de change effectif nominal s'est déprécié de 2,1%, revenant de 130,2 à 127,5. S'agissant du taux de change effectif réel, il a augmenté de 4,9% en rapport essentiellement avec la hausse des prix intérieurs (+9,5%) plus importante que les prix étrangers (+2,2%).

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE A FIN DECEMBRE 2016

Le total bilan du secteur bancaire à fin décembre 2016 a augmenté par rapport à fin décembre 2015. Les dépôts du secteur bancaire ont augmenté, tandis que les crédits à l'économie ont baissé.

Emplois

Par rapport à la même période de l'année précédente, le total actif du secteur bancaire a augmenté de 11,5%, passant de 1.645,3 à 1.834,9 Mds de BIF à fin décembre 2016, suite essentiellement à l'augmentation de l'encours des titres du Trésor et des avoirs à la BRB.

En glissement annuel, l'encours des titres du Trésor et les avoirs à la Banque centrale se sont accrus de 95,2 et 58,5% respectivement, passant de 224.483,7 à 438.167,9 MBIF et de 86.067,3 à 136.380,6 MBIF. En revanche, l'encours crédit à l'économie a baissé de 1,3%, revenant de 803.605,7 à 792.831,8 MBIF.

La part des titres du Trésor dans le total actif du secteur bancaire a augmenté de 10,3 points, passant de 13,6 à 23,9% de fin décembre 2015 à fin décembre 2016.

Par contre, la part des crédits au secteur privé dans le total actif a baissé de 5,6 points, revenant de 48,8 à 43,2%.

Ressources

En glissement annuel, les dépôts collectés à fin décembre 2016 ont légèrement augmenté de 0,9%, passant de 993.065,9 à 1.001.852 MBIF. En conséquence, les banques ont davantage fait recours aux refinancements de la Banque Centrale dont l'encours a augmenté, passant de 14.503,5 à 82.559,1 MBIF à fin décembre 2016.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

En décembre 2016, le secteur bancaire est demeuré solide et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Bien que le portefeuille crédit se soit davantage détérioré, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable.

Adéquation du capital

Le secteur bancaire est suffisamment capitalisé et dispose des coussins des fonds propres suffisants pour absorber les risques inhérents. Le ratio de solvabilité globale et le ratio de solvabilité de base sont demeurés largement au-dessus des normes réglementaires qui prennent en compte le volant de conservation des fonds propres de 12,5 et 14,5% respectivement. Les deux ratios se sont légèrement améliorés, passant de 16,6 à 19,8% et de 19,3 à 23,0% respectivement, de fin décembre 2015 à fin décembre 2016. Pour la même

période, le ratio de levier s'est établi à 14,3% pour une limite minimale de 7%.

Qualité du portefeuille crédit

Comparé à la même période de l'année précédente, la qualité du portefeuille crédit du secteur bancaire s'est davantage dégradée à fin décembre 2016. Le taux de détérioration des crédits est passé de 17,9% à 21,1%. Au cours de la même période, les prêts non performants ont augmenté de 15,9%, passant de 144.088,6 à 166.939,5 MBIF.

Le taux de détérioration des crédits dans le secteur « hôtellerie et tourisme » s'est établi à 36,9%. Les secteurs « agriculture » et « commerce » ont respectivement connu des taux de détérioration de 29,5% et 24,5%. Pour leur part, les crédits accordés aux secteurs « industrie » et « construction » se sont détériorés de 16,9% et 20,0% respectivement.

Suite à cette détérioration de la qualité du portefeuille crédit, le secteur bancaire a accru les provisions pour se prémunir contre le risque lié aux créances impayées.

En glissement annuel, les provisions constituées à fin décembre 2016 ont augmenté de 30,3%, passant de 113.005 à 147.255,2 MBIF et le taux de provisionnement s'est établi à 88,2%.

Le risque de concentration envers les grands débiteurs a diminué. Les crédits accordés aux grands débiteurs représentent 16% du total crédit à fin décembre 2016 contre 20,2% à fin décembre 2015. En revanche, le secteur bancaire fait face au risque

de concentration envers le secteur « commerce » qui représente 29,5% de l'ensemble du portefeuille de crédit destiné à l'économie.

Rentabilité

Par rapport à fin décembre 2015, la rentabilité du secteur bancaire a augmenté. Le résultat net s'est accru de 13,5%, passant de 20.608,8 à 23.379,4 MBIF.

Le taux de rendement des actifs (ROA) s'est maintenu à 1,3%, tandis que le taux de rendement des fonds propres (ROE) a augmenté, passant de 8,6 à 8,8% de décembre 2015 à décembre 2016.

Liquidité

A fin décembre 2016, les coefficients de liquidité en BIF et en devises se sont établis au-dessus des normes réglementaires de 20% (actifs liquides sur total dépôts) avec des moyennes respectives de 55,3% et 127,6%.

Toutefois, le secteur bancaire fait face au risque de concentration des dépôts qui est relativement élevé, la part des dix gros déposants étant de 27,2% du total des dépôts à fin décembre 2016.

ANNEXE1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2 015			2 016		
	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre	Novembre	Décembre
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	158,4	146,4	106,7	159,7	141,8	113,2
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	20.009	20.009	20.009	17 906,0	17 906,0	17 906,0
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	41 002,0	44.765	48.977	42 115,0	46.137	50 578,0
4. Indice des prix à la consommation (déc.2013 = 100)	109,2	110,0	111,1	115,7	117,8	121,7
5. Taux d'inflation(en p.c)	5,6	5,8	7,1	6,0	7,1	9,6
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	480 501,0	525 820,8	594 432,2	523 147,2	578 721,9	638 058,1
1.1. Recettes fiscales (cumul)	446 013,7	488 161,5	543 666,1	479 409,8	528 560,5	584 607,6
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	31 671,6	34 843,6	47 004,2	43 615,8	50 039,7	53 328,2
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	2 815,7	2 815,7	3 761,8	121,7	121,7	122,3
2. Dépenses cumulées	944 999,2	1 037 099,0	1 090 451,1	830 218,0	926 130,1	1 065 270,3
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	268 582,8	296 357,9	322 820,1	302 788,1	338 128,1	359 090,0
3. Dette publique (en MBIF)	1 623 181,7	1 658 756,6	1 760 786,3	1 974 529,8	2 016 781,5	2 100 637,6
3.1. Encours dette intérieure	961 782,5	999 549,4	1 069 551,8	1 245 775,2	1 289 857,5	1 376 307,8
dont bons et obligations du Trésor	304 366,0	333 539,1	377 885,9	536 420,8	551 790,1	584 745,3
avance ordinaire BRB	227 827,2	236 897,9	273 246,0	37 280,9	69 788,2	134 973,1
3.2. Encours dette extérieure	661 399,1	659 207,1	691 234,5	728 754,6	726 924,0	724 329,7
3.3. Encours dette extérieure (en dollar américain)	420,3	415,3	419,8	435,1	432,6	429,6
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	1 683,7	867,2	0,0	2 946,2	117,9	0,0
dont amortissements	895,7	270,5	0,0	1 825,3	0,0	0,0
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	0,0	0,0	20 373,9	0,0	112,4	0,0
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	354 013,8	320 756,6	324 508,2	377 511,2	402 066,0	419 224,0
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 086 705,9	1 039 116,1	1 060 791,0	1 077 350,4 (p)	1 101 539,0 (p)	1 129 690,2 (p)
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	951 158,5	894 616,4	923 271,7	973 877,2 (p)	999 194,3 (p)	1 034 732,2 (p)
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 397 395,9	1 404 997,5	1 410 604,3	1 600 702,4 (p)	1 624 799,3 (p)	1 643 372,6 (p)
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	628 853,4	658 261,1	687 259,5	849 562,5 (p)	882 300,4 (p)	910 311,1 (p)
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-23 829,3	-84 403,3	-75 870,1	-196 347,3	-181 017,5	-176 523,1
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	-	16 493,2	19 800,0	101 274,0	101 050,0	87 000,0
6.2. Reprise de liquidité(MBIF)	-	-	-	0,0	0,0	0,0
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en p.c)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	12,31	11,61	8,53	4,72	4,50	4,53
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	13,00	12,99	11,45	6,89	6,59	5,94
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	10,96	11,50	11,29	8,75	7,98	7,79
7.4. Reprise de liquidité	-	-	-	0,00	0,00	0,00
7.5. Apport de liquidité	7,05	4,68	3,40	2,86	2,54	2,37
7.6. Facilité de prêt marginal	14,83	13,35	9,82	7,46	6,95	7,17
7.7. Marché interbancaire	6,90	7,55	5,00	3,50	3,85	-
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	8,62	8,52	8,70	7,39	7,49	7,21
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,36	16,71	16,85	16,58	16,78	16,77
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Bujia)	149 891,7	189 945,6	189 945,6	147 657,7	162 496,3	181 044,4
dont Café Arabica	40 381,4	62 685,7	62 685,7	54 993,9	65 815,7	74 825,1
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	68 696	85 499	85 499	70 950	77 996	84 613,0
1.2. Prix moyen des contrats de vente						
de café Arabica fob DSL - US cts/lb	123,8	109,1	109,1	139,9	124,4	126,5
- BIF/Kg	4 258,7	3 765,8	3 765,8	4 677,7	4 532,0	4 600,8
1.3. Encaissements café (en MBIF)	36 818,8	53 156,9	53 156,9	50 824,9	56 704,7	61 127,2
2. Importations (cumul en MBIF)	1 157 150,9	1 345 221,4	1 345 221,4	1 020 080,2	1 116 865,3	1 215 753,8
dont produits pétroliers	289 574,4	345 343,1	345 343,1	267 252,7	296 719,1	329 618,7
2.1. Volume des importations (cumul en T)	643 550,0	779 230,0	779 230,0	737 235,4	798 420,0	880 458,0
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF (Déc2013 = 100)						
3.1.1. Nominal	129,4	129,7	129,7	123,1	125,1	127,5
3.1.2. Réel	120,6	122,4	122,4	118,5	122,5	128,8
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 585,4	1 617,1	1 617,1	1 677,2	1 682,9	1 688,6
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 583,8	1 614,0	1 614,0	1 675,1	1 680,3	1 686,0

(p) : Provisoire

nd : Non disponible

- : Données inexistantes.

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE
(en millions de BIF)

Rubriques	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	31/12/2015	31/12/2016	Variation en %	31/12/2015	31/12/2016	Variation en %	31/12/2015	31/12/2016	Variation en %
I. EMPLOIS	1 521 631,2	1 693 285,7	11,3	123 635,5	141 670,9	14,6	1 645 266,7	1 834 956,6	11,5
A. Liquidité	487 441,9	689 946,3	41,5	6 277,3	5 307,6	- 15,4	493 719,2	695 253,9	40,8
. Caisse	40 995,1	48 061,1	17,2	6,9	9,8	42,0	41 002,0	48 070,9	17,2
. B.R.B.	86 067,3	136 380,6	58,5	1 092,5	2 606,9	138,6	87 159,8	138 987,5	59,5
. Banques & Etablissements Financiers	106 260,9	48 340,5	-54,5	5 177,9	2 690,9	-48,0	111 438,8	51 031,4	-54,2
. Endettement direct de l'Etat	254 118,6	457 164,1	79,9	-	-	-	254 118,6	457 164,1	79,9
. Bons, Obligations du Trésor	224 483,7	438 167,9	95,2	-	-	-	224 483,7	438 167,9	95,2
. Autres crédits à l'Etat	29 634,9	18 996,2	-35,9	-	-	-	29 634,9	18 996,2	-35,9
B. Crédits	716 545,2	690 171,5	-3,7	87 060,5	102 660,3	17,9	803 605,7	792 831,8	-1,3
. Court terme	466 822,8	457 687,8	-2,0	5 875,9	15 118,1	157,3	472 698,8	472 805,9	0,0
. Moyen terme	173 071,9	147 076,5	-15,0	38 449,6	46 532,4	21,0	211 521,5	193 608,9	-8,5
. Long terme	76 650,6	85 407,2	11,4	42 734,9	41 009,8	-4,0	119 385,5	126 417,0	5,9
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Grands risques	155 461,2	118 784,8	-23,6	6 552,3	7 774,8	18,7	162 013,5	126 559,6	-21,9
. Dix grands débiteurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Impayés	136 768,7	176 294,6	28,9	10 185,7	22 777,1	123,6	146 954,4	199 071,7	35,5
. Non performantes	133 929,0	153 533,1	14,6	10 159,6	13 406,4	32,0	144 088,6	166 939,5	15,9
. Provisions constituées	106 581,2	137 340,0	28,9	6 423,8	9 915,2	54,4	113 005,0	147 255,2	30,3
C. Autres	317 644,0	313 167,9	-1,4	30 297,8	33 703,0	11,2	347 941,8	346 870,9	-0,3
II. RESSOURCES	1 521 631,2	1 693 285,7	11,3	123 635,5	141 670,9	14,6	1 645 266,7	1 834 956,6	11,5
. Clientèle	949 276,9	954 483,8	0,5	43 789,0	47 368,2	8,2	993 065,9	1 001 852,0	0,9
dont : dix grands dépôts	223 433,0	265 501,0	18,8	8 504,3	7 470,3	-12,2	231 937,3	272 971,3	-
. Refinancement B.R.B.	14 503,5	82 559,1	469,2	-	-	-	14 503,5	82 559,1	469,2
. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Banques & Etablissements Financiers	111 349,7	134 023,3	20,4	2 000,0	5 779,6	-	113 349,7	139 802,9	23,3
dont : Résidents	40 332,5	71 253,1	-	43 883,7	5 779,6	-	84 216,2	77 032,7	-
Autres	446 501,0	522 219,5	17,0	77 846,5	88 523,1	13,7	524 347,6	610 742,6	16,5
III. Résultat net de l'exercice	19 426,6	21 863,2	12,5	1 180,2	1 516,2	28,5	20 606,8	23 379,4	13,5
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	182 030,9	204 606,4	12,4	24 712,1	24 611,2	-0,4	206 742,9	229 217,6	10,9
. Fonds propres (en MBIF)	205 387,4	230 423,0	12,2	34 831,5	35 321,0	1,4	240 219,0	265 744,0	10,6
. Risques pondérés	1 134 208,8	1 029 369,0	-9,2	110 859,2	127 903,6	15,4	1 245 068,0	1 157 272,6	-7,1
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	16,0	19,9		22,3	19,2		16,6	19,8	
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	18,1	22,4		31,4	27,6		19,3	23,0	
. Ratio de levier (norme 7%)	13,5	13,8		24,9	19,2		14,3	14,3	
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	47,1	40,8		70,4	72,5		48,8	43,2	
. Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	16,7	27,0		-	-		15,4	24,9	
. Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	139,6	223,4		-	-		122,9	199,4	
. Taux d'impayé (en %)	19,1	25,5		11,7	22,2		18,3	25,1	
. Taux des prêts non performants	18,7	22,2		11,7	13,1		17,9	21,1	
. Taux de provisionnement (en %)	79,6	89,5		63,2	74,0		78,4	88,2	
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	21,7	17,2		0,1	7,6		20,2	16,0	
. Coefficient de liquidité en BIF (norme 20%)	37,7	55,3		-	-		37,7	55,3	
. Coefficient de liquidité en devises (norme 20%)	119,5	127,6		-	-		119,5	127,6	
. Total crédits/total dépôts	75,5	72,3		198,8	216,7		80,9	79,1	
. Dix gros dépôts/Total dépôts	23,5	27,8		19,4	15,8		23,4	27,2	
. Taux de rendement des fonds propres (*)	9,5	9,5		3,4	4,3		8,6	8,8	
. Taux de rendement des actifs (*)	1,3	1,3		1,0	1,1		1,3	1,3	

(*) les banques commerciales uniquement

ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2011	2012	2013	2014	2015
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en p.c.)	4,0	4,4	4,9	4,5	-3,9
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	9,6	18,2	7,9	4,4	5,6
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	124,0	134,7	94,0	131,8	120,1
Importations, CAF (en millions de dollar)	755,6	751,5	811,0	768,7	716,4
Volume des exportations (en tonnes)	47 476	52 300	57 207	79 580	85 499
Volume des importations (en tonnes)	681 790	705 348	809 077	798 246	629 916
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-262,7	-255,1	-250,2	-384,5	-371,2
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 261,1	1 442,5	1 555,1	1 546,7	1 571,9
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 361,5	1 546,1	1 542,0	1 553,1	1 617,1
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	295,6	312,9	321,2	317,3	136,4
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	4,0	4,0	4,2	4,2	2,3
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-76 150,1
Crédit intérieur (en MBIF)	798 719,2	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 407 295,1
Créances nettes sur l'Etat	232 248,9	277 057,5	274 749,0	384 697,0	688 547,5
Créances sur l'économie	566 470,3	643 028,6	697 553,3	751 176,8	718 747,6
Masse monétaire (M3)	725 532,4	856 091,2	939 527,9	1 045 336,7	1 061 555,6
Masse monétaire (M2)	636 400,0	708 053,0	801 728,3	880 206,6	924 036,3
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,5	4,8	4,9	5,1	4,9
Base monétaire (Taux de croissance)	0,7	16,1	23,6	15,8	-8,6
Taux d' intérêt d'apport de liquidité (en p.c.)	13,3	-	-	-	3,4
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	14,3	13,8	12,5	8,0	9,8
Taux d'intérêt moyens créditeurs (fin de période en p.c.)	7,6	8,8	9,0	8,8	8,7
Taux d'intérêt moyens débiteurs (fin de période en p.c.)	15,3	15,7	16,2	16,7	16,9
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	24,1	21,0	22,1	19,9	16,5
Dépenses (en p.c. du PIB)	27,3	24,6	25,0	24,0	22,4
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-1,7	-0,3	-3,7	-4,9	-6,8
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-10,4	-8,2	-10,1	-9,0	-9,1
- dons inclus	-3,2	-3,6	-2,9	-4,1	-5,9
Dettes intérieure (en MBIF)	513 482,5	539 600	597 962	727 264,4	1 069 551,8
Dettes extérieure (en MUS\$D, en fin de période)	356,3	393	413	429,6	420
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	2,5	3,4	3,5	4,1	5,8
Dettes extérieure (en p.c. du PIB)	17,0	17,4	16,1	14,9	15,2
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	2819.5.6	3 365,8	3 812,5	4 408,4	4 455,5